

SITUATION DES
DROITS DE L'HOMME EN
REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO
PRESENTEE PAR
PAUL NSAPU MUKULU
PRESIDENT DE LA CNDH RDC

Situation en RDC – Lutte Contre la Corruption

Mise en œuvre des recommandations précédentes

Recommandation n°119.136 faite par les Etats Unis d'Amérique en rapport avec la corruption.

« Mener des enquêtes sur la corruption dans le milieu judiciaire; entreprendre des réformes destinées à promouvoir l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire »

➤ **Nouveaux développements**

Cette recommandation a été acceptée par la République Démocratique du Congo.

Toutefois, elle n'a connu aucune mise en œuvre.

➤ **Nouveaux besoins**

La CNDH recommande au Gouvernement de modifier le texte qui crée l'Inspection générale des services judiciaire dans le sens de donner à ce dernier la compétence d'enquêter sur les cas de corruption des magistrats et de déférer les cas avérés devant l'organe disciplinaire, le Conseil supérieur de la magistrature

Recommandations – Lutte Contre la Corruption

La CNDH recommande au Gouvernement de modifier le texte qui crée l'Inspection générale des services judiciaires dans le sens de donner à ces derniers la compétence d'enquêter sur les cas de corruption des magistrats et de déférer les cas avérés devant l'organe disciplinaire, le Conseil Supérieur de la Magistrature.

Situation en RDC – Droits Économiques, Sociaux et Culturels

Mise en œuvre des recommandations précédentes faites par le **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**.

Ratifier et appliquer le Protocole de 2014 relatif à la Convention (no 29) sur le travail forcé, 1930 de l'Organisation internationale du Travail.

Nouveaux développements

La recommandation a été acceptée par la RDC mais dès lors rien n'a été fait.

Nouveaux besoins: Nécessité de saisir le Gouvernement et le Parlement pour accélérer le processus déjà débuté en 2021.

Recommandations – Droits Économiques, Sociaux et Culturels

- Accélérer le processus du projet de loi de ratification au niveau de la Commission des lois du Gouvernement;
- Ratifier le Protocole de 2014 relatif à la Convention (no 29) sur le travail forcé, 1930 de l'Organisation internationale du Travail;
- Appliquer le Protocole de 2014 relatif à la Convention (no 29) sur le travail forcé, 1930 de l'Organisation internationale du Travail.

Situation en RDC – Droits Économiques, Sociaux et Culturels

Mise en œuvre des recommandations précédentes faites par le **Bhoutan**.

Poursuivre les réformes institutionnelles et le renforcement des capacités, en particulier pour promouvoir l'égalité des sexes et améliorer la situation des femmes et des enfants.

Nouveaux développements

Selon le Ministère de l'Éducation au niveau national, le taux de scolarisation des filles est passé de 42% en 2021 à 67% en 2023.

Situation en RDC – Droits Économiques, Sociaux et Culturels

Mise en œuvre des recommandations précédentes faites par les **Philippines**.

Continuer d'élaborer et d'appliquer des programmes et des projets qui améliorent l'emploi de jeunes.

Nouveaux développements

Plusieurs initiatives ont été mises en œuvre dont le lancement officiel du Projet d'Appui au Développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (PADMPME).

En mai 2022, la Banque mondiale a approuvé un financement additionnel de 83 millions de dollars au projet Lisungi de riposte d'urgence à la COVID-19 (PLRUC) en soutien aux efforts de la RDC pour étendre, moderniser son système de protection sociale et créer des opportunités d'emploi pour les jeunes vulnérables.

Situation en RDC – Droits Économiques, Sociaux et Culturels

Mise en œuvre des recommandations précédentes faites par le Myanmar.

Continuer d'appliquer le Plan national de développement stratégique afin de promouvoir les droits sociaux et économiques de la population.

Nouveaux développements

La Banque Mondiale a disponibilisé un fonds pour la jeunesse. Le conseil provincial de la jeunesse de Kinshasa avait organisé des formations gratuites en entrepreneuriat pratique pour 2000 jeunes le 18 avril 2022. En ce jour la ville de Kinshasa compte environs 15 millions d'habitants et les jeunes représentent 65% soit plus ou moins 9 millions. Ce nombre de 2000 est donc insignifiant.

Situation en RDC – Droits Économiques, Sociaux et Culturels

Mise en œuvre des recommandations précédentes faites par l'**Angola**.

Allouer davantage de fonds au secteur de la santé pour permettre une amélioration de la prise en charge en ce qui concerne la violence sexuelle et les soins obstétricaux et néonataux d'urgence, entre autres.

Nouveaux développements

Existence des fonds pour les victimes de violences sexuelles au niveau national;

Adoption de la stratégie nationale de lutte contre les VBG qui prévoit l'assistance médicale sous forme des soins physiques ou de suivi obstétrique et gynécologique.

Situation en RDC – Droits Économiques, Sociaux et Culturels

Mise en œuvre des recommandations
précédentes faites par l'Iraq.

*Redoubler d'efforts pour prévenir la propagation du
virus Ebola.*

Nouveaux développements

Le Gouvernement Congolais a fourni un grand effort dans la riposte contre l'épidémie à virus Ebola en RDC, singulièrement dans les Provinces du Nord-Kivu et de l'Équateur démembré.

Situation en RDC – Droits Économiques, Sociaux et Culturels

Mise en œuvre des recommandations précédentes faites par l' Afghaniстан.

Renforcer les dispositions constitutionnelles relatives à l'éducation, en particulier en matière de gratuité, garantir explicitement un accès équitable et inclusif à l'éducation pour tous et interdire toute discrimination, en particulier dans le secteur éducatif.

Nouveaux développements

En RDC, la constitution du 18 Février 2006 garantit la gratuité de l'enseignement primaire à son article 43. Cette disposition constitutionnelle a connu un début d'application dès l'année scolaire 2019-2020 sur toute l'étendue du Pays. Le niveau de réussite de la gratuité est satisfaisant par rapport à l'existence du cadre juridique.

Recommandations – Droits Économiques, Sociaux et Culturels

- Que le Gouvernement fournisse beaucoup d'efforts dans l'amélioration des conditions sociales des enseignants et la promotion de l'enseignement de qualité et améliorer les infrastructures scolaires sur toute l'étendue du territoire nationale ;
- Que le Gouvernement renforce les mesures préventives et les sensibilisations pour éviter la récidivité;
- Que le Gouvernement puisse assurer la couverture de la prise en charge des soins obstétricaux et gynécologiques sur toutes l'étendue du territoire en ce qui concerne les violences sexuelles.

Recommandations – Droits Économiques, Sociaux et Culturels

- Que le Gouvernement puisse renforcer les capacités des prestataires pour une prise en charge de qualité des victimes des violences sexuelles;
- Que le Gouvernement mette en place le programme des formations continues des jeunes.



Je vous remercie